

Société | Bordeaux : un congrès mondial pour la sécurité de l'alimentation



Le Comité du Codex Alimentarius sur les Principes Généraux (CCGP) a tenu sa 31^{ème} session dans un hôtel bordelais ce jeudi 14 mars. Depuis 1963, l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Organisation (OMS) des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) travaillent ensemble. Le résultat de cette collaboration s'appelle Codex Alimentarius, un outil de normalisation relative à la sécurité sanitaire des aliments. Tom Heilandt secrétaire du Codex, et Jean-Luc Angot, Président du CCGP ont présenté les grands enjeux de la session bordelaise.

« Le Codex Alimentarius est la grammaire d'une agriculture et d'une alimentation saine ». Cette phrase a été prononcée par le Président de la République Emmanuel Macron et résume bien la vocation du consortium, selon Jean-Luc Angot. Ce dernier est Président du Comité du Codex Alimentarius sur les Principes Généraux qui a tenu sa 31^{ème} session ce jeudi à Bordeaux. C'est la première fois que le CCGP se réunit depuis trois ans. Le secrétaire du Codex Tom Heilandt explique brièvement la naissance du consortium en 1963 : « Le Codex rassemble 188 pays membres et a été créé après la Seconde Guerre Mondiale, une époque où le commerce et la science autour des produits alimentaires ont été quelque peu 'enthousiastes', notamment au niveau de l'utilisation d'additifs ».

Des normes conseillées, mais pas imposées

C'est donc de l'utilisation massive d'additifs ou de conservateurs alimentaires qu'a démarré la mission du Codex Alimentarius. Il s'y voue encore aujourd'hui, « avec encore plus de vigueur compte tenu de la révolution que nous vivons notamment au niveau numérique », précise Jean-Luc Angot. Parmi les autres lignes directrices du Codex, le consortium écrit des normes qualitatives et sanitaires sur des produits spécifiques, et il promeut les pratiques éthiques à l'international. « Nous ne sommes pas un organisme de législation internationale, complète Tom Heilandt, nous émettons seulement des recommandations auprès des pays ».

Le Codex Alimentarius est considéré comme une référence par l'Organisation Mondiale du Commerce. Jean-Luc Angot explicite ce point avec un exemple de contentieux qui a résulté d'une norme écrite par le Codex : « Une norme sur les hormones avait été adoptée. L'Union Européenne a interdit les hormones sur le territoire, provoquant un contentieux avec les États-Unis et le Canada. Même après l'adoption partielle du CETA [Accord de

libre-échange entre le Canada et l'Union Européenne, signé en 2016] en 2017, le Canada n'a pas le droit de vendre des produits contenant des hormones aux « États-membres ».

Un outil pour définir des lignes directrices

Pour ce qui est de la réunion bordelaise, il y est question de stratégie. Les deux représentants du Codex Alimentarius ont annoncé d'ores et déjà avoir « matière suffisante pour organiser la prochaine réunion dès mars 2020 ». Pour ce qui est des décisions qui ont été prises, Jean-Luc Angot en évoque quelques-unes : « Nous voulons travailler sur la simplification et la meilleure accessibilité des procédures du Codex. En ce qui concerne les consommateurs, nous comptons lancer un travail sur les fraudes alimentaires [comme le scandale de la viande chevaline de Findus], qui sont de plus en plus fréquentes ». Le consortium a également décidé la dématérialisation de certains de ses comités pour « plus d'efficacité et d'économies », comme cette session bordelaise où 70 délégations sont présentes et le reste par le biais de plateformes numériques. Enfin, le Codex Alimentarius a pris la décision d'améliorer l'information à laquelle le consommateur aura accès sur les produits « essayer de simplifier les étiquettes, ou développer des applications pour expliquer la composition des produits », illustre Jean-Luc Angot.

Les deux hommes ont également évoqué leur volonté de mieux voir comment les États-membres appliquent les normes, conscients que tous n'ont pas les mêmes besoins et moyen. Jean-Luc Angot a également souligné l'énorme enjeu politique et diplomatique des normes du Codex Alimentarius, qui doit faire que tout le monde parle ensemble sur le même sujet. La sensibilisation est également une mission du consortium, et Tom Heiland félicite d'ailleurs ce dernier d'avoir remporté une belle victoire à l'ONU : à compter de 2019, le 07 juin sera la Journée Mondiale de la sécurité sanitaire des aliments.

Yoan Denéchau

Crédit Photo : Yoan Denéchau

Publié sur aqui.fr le 14/03/2019

[Url de cet article](#)